

certaines sphères, dans les mines pour ne citer qu'un exemple, les profits ont été réalisés par quelques gros capitalistes qui ont la haute main sur nos grandes compagnies. On dit que des centaines de millionnaires ont surgi en conséquence de la hausse des actions de trois ou quatre de ces puissantes compagnies. Qui-conque parcourt le pays, cependant, est dans l'impossibilité de relever les preuves de cette prospérité dont on parle tant. En Saskatchewan, où j'ai passé quelques semaines l'été dernier, on m'a assuré, en diverses régions, que depuis l'époque des pionniers le prix des terres n'a jamais été aussi bas qu'à l'heure actuelle. Dans l'Ontario un cultivateur qui veut se débarrasser de sa ferme éprouve les plus grandes difficultés à s'en défaire, et il n'y a qu'à aller dans les Provinces maritimes pour se rendre compte du nombre des fermes abandonnées un peu partout.

Et si nous examinons notre situation industrielle, cette prétendue prospérité ne s'est pas encore manifestée sous forme d'augmentation des salaires versés aux ouvriers ordinaires. Les chiffres que nous possédons touchant cette question ne sont pas très récents; cependant, à l'époque du recensement de 1921, des statistiques très intéressantes furent faites touchant la répartition de notre richesse nationale. En ce qui regarde la ville de Winnipeg, où j'habite, nous avons constitué un tableau donnant les salaires que gagnent les travailleurs à partir de l'âge de dix ans. Cela comprend les gérants, les banquiers, les brasseurs, les médecins, les ministres du culte, y compris une douzaine de magistrats et de juges; les émoulements de ces derniers se chiffrent en moyenne à \$8,111 chacun. En tout, y compris ceux-ci, on compte 46,223 salariés du sexe masculin, dont les salaires se chiffrent à \$63,520,716, ou une moyenne de \$1,374 chacun. En calculant soigneusement ce qu'il en coûte en ce pays pour vivre, afin d'y mener une existence convenable à des Canadiens, le prix de la vie se trouve à dépasser ce chiffre des deux tiers.

Quant à la main-d'œuvre, de 1917 à 1925, années sur lesquelles portent les plus récentes statistiques, sa valeur productive accuse une augmentation de 28.5 p. 100, mais, en 1925, le nombre des ouvriers en activité n'était que de 87.5 p. 100, comparativement à 1917. Ce sont là des chiffres qui s'imposent à l'attention, lesquels accusent un accroissement de production mais un fléchissement dans le nombre des employés. Pendant cette période, les salaires proprement dits n'ont augmenté que d'environ 10.2 p. 100 et la proportion courante des salaires par rapport à l'ensemble de la production n'a été guère plus forte. Dans tous les établissements, la moyenne des salaires n'était, en 1925, que de \$971. Encore

[M. Woodsworth.]

une fois, je rappellerai à la Chambre que, d'après des dépositions recueillies devant un comité de la Chambre, l'on a déclaré qu'il fallait presque deux fois ce chiffre pour soutenir une famille canadienne au niveau du genre d'existence adopté par les Canadiens.

Je ferai observer que les fonctionnaires de ce gouvernement touchent un traitement sensiblement inférieur à \$1,000 par année. Si nous sommes à ce point prospères et s'il nous est donné de diminuer notre dette aussi rapidement que le disent nos journaux, il me semble que, pour le moins, nous devrions voir à ce que nos employés des postes et d'autres soient rétribués plus généreusement qu'ils ne le sont à l'heure actuelle.

Cependant, la difficulté ne provient pas uniquement des salaires, mais de cette circonstance que le chômage sévit sur une si grande échelle. Les statistiques officielles ne révèlent pas du tout l'étendue du chômage, et ainsi que le disait le surintendant du service de placement, au cours d'une déposition sous serment devant le comité de l'an dernier, nos bureaux notaient, au cours des époques de fléchissement, une plus faible proportion de l'ensemble des chômeurs qu'ils ne le font aux jours d'activité, alors que les perspectives d'emploi s'offraient plus facilement aux travailleurs. Cela veut dire simplement que, lorsqu'il y a fort peu d'ouvrage, les gens refusent de se rendre aux agences de placement, et, pour cette raison, les statistiques que l'on cite fréquemment ne valent en réalité que bien peu de chose. On me permettra un exemple de cet état de choses, et à cette fin, je citerai un entrefilet extrait du *Free Press* de Winnipeg, numéro du 9 janvier de cette année. Nous lisons dans cette coupure:

Quelques-uns parmi eux sont réellement en proie aux affres de la faim, nous disait ce matin M. J. A. Bowman, surintendant pour le Manitoba du bureau de placement fédéral, au sujet d'un certain nombre des 600 chômeurs qui tous les jours assiègent son bureau en quête d'emploi. La plupart sont des célibataires, et, pour le grand nombre, ils accepteraient volontiers toutes sortes d'emploi, peu importe où, mais il n'y a rien à faire.

Cela peut se dire de la plupart de nos villes aujourd'hui. Je passe à Vancouver, par exemple, et je note cet avertissement publié par la municipalité et à l'adresse de chômeurs.

Avis aux sans-travail!

On vous prévient de vous tenir éloignés de la ville de Vancouver cet hiver. Pas de travail, ni d'assistance contre le chômage. Cette municipalité a arrêté, à l'endroit des chômeurs, un programme de secours ainsi conçu:

1. Qu'il ne sera versé aucun secours en monnaie;